



ASSISES AFRICAINES DU GOUVERNEMENT OUVERT

« Vers une Afrique ouverte »

Rabat, Royaume du Maroc | 5 – 7 Mai 2026

I. Contexte

La consolidation des principes de gouvernement ouvert constitue un levier stratégique pour le développement. Les pays africains engagés dans des réformes de gouvernance ouverte cherchent à renforcer la coopération régionale et à mutualiser leurs expériences.

Au Maroc, le Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration assure la conduite du chantier du gouvernement ouvert, et dans cette dynamique, un rendez-vous continental, « **Assises Africaines du Gouvernement Ouvert** », sera organisé du 5 au 7 mai 2026 à Rabat, dans le cadre du Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF) / Expertise France – du Groupe de l'Agence Française de Développement (AFD), en partenariat avec l'Open Government Partnership (OGP) et le Ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration du Maroc.

Ces Assises ambitionnent de soutenir le dialogue politique et technique autour des réformes engagées dans les pays africains. Cet événement constitue un espace de partage d'expériences et de valorisation des bonnes pratiques, de promotion des approches innovantes, inclusives et durables en matière de gouvernement ouvert, d'identification de pistes de collaboration concrètes et de l'amélioration de la qualité des services publics au bénéfice des citoyens.

Placées sous le thème « Vers une Afrique ouverte », ces Assises visent à renforcer la coopération entre les pays et institutions participants autour de réformes relatives à la transparence, à la lutte contre la corruption, à la participation citoyenne, à la redevabilité et à la modernisation de l'action publique, à travers la transformation numérique et l'intelligence artificielle.

Cette rencontre intègre et marque également la 5^{ème} édition du Séminaire Régional du PAGOF, un important rendez-vous de la communauté des réformatrices et réformateurs du Gouvernement Ouvert (GO). Après ceux de 2018 (Tunis, Tunisie), 2019 (Abidjan / Côte d'Ivoire), 2022 (Ouagadougou / Burkina Faso) et 2023 (Abidjan / Côte d'Ivoire), les Assises africaines du GO s'inscrivent dans le cadre des dernières activités de la phase 2 du PAGOF.



II. Objectifs des Assises

Les Assises Africaines du Gouvernement Ouvert visent à :

- ▶ Renforcer l’ancrage politique du gouvernement ouvert sur le continent africain ;
- ▶ Mettre en lumière les réformes et initiatives concrètes engagées par les pays participants ;
- ▶ Promouvoir une approche intégrée et inclusive du gouvernement ouvert à l’ensemble des niveaux de gouvernance nationale et territoriale ainsi qu’au sein des différents pouvoirs publics (exécutif, législatif et institutions indépendantes).

III. Représentation institutionnelle et multi-acteurs

Les Assises réuniront la participation de délégations ministérielles, parlementaires, institutionnelles, d’élus locaux, de partenaires techniques et financiers et de représentants de la société civile de plusieurs pays d’Afrique :

Bénin	Cameroun	Congo	Côte d’Ivoire	Gabon	Ghana
Guinée	Libéria	Madagascar	Maroc	République Démocratique du Congo	Sénégal
Sierra Leone	Tchad	Togo	Tunisie		

IV. Thématiques

Les Assises permettront d’approfondir le dialogue politique et technique autour des thématiques suivantes :

1	Gouvernance territoriale et convergence national-local et institutionnel — État Ouvert
2	Lutte contre la corruption
3	Gouvernance parlementaire
4	Justice ouverte
5	Transparence et intégrité
6	Participation citoyenne et espace civique
7	Transformation numérique et innovation publique

V. Architecture des Assises

Les Assises Africaines du Gouvernement Ouvert se déroulent sur trois journées structurées autour d'un dialogue politique de haut niveau et de travaux thématiques approfondis.





5 Mai 2026 — Jour 1 Dialogue politique de haut niveau	6 Mai 2026 — Jour 2 Partage d'expériences	7 Mai 2026 — Jour 3 Capitalisation et perspectives
<p><i>La première journée revêtira une dimension politique majeure.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Une séance inaugurale officielle ▶ Des interventions de représentants gouvernementaux de haut niveau ▶ Une réunion de haut niveau politique dédiée aux priorités africaines en matière de gouvernement ouvert ▶ Une table ronde avec des partenaires techniques et financiers ▶ Une cérémonie officielle de signature de conventions ▶ Un dîner de gala <p>Objectif : <i>Affirmer l'engagement politique des États en faveur d'une Afrique plus ouverte, transparente et inclusive</i></p>	<p><i>La deuxième journée sera dédiée à :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Des ateliers thématiques autour des domaines de réforme ▶ La présentation d'expériences nationales et territoriales innovantes ▶ Des échanges multi-acteurs entre gouvernements, parlementaires, institutions constitutionnelles, collectivités territoriales et société civile ▶ L'identification de pistes concrètes de collaboration <p>Objectif : <i>Partager, comparer et faire émerger des solutions répliquables</i></p>	<p><i>La troisième journée s'inscrit dans la continuité des ateliers et des échanges engagés lors de la deuxième journée.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Des ateliers thématiques pour des échanges d'expériences ▶ Une réunion dédiée aux réalisations du projet PAGOF ▶ Une session de restitution et clôture <p>Objectif : <i>Capitaliser et transformer les échanges en engagements concrets</i></p>

VI. Le gouvernement ouvert : d'un concept technique à un outil politique

Le gouvernement ouvert n'est plus un cadre théorique. Il est devenu :

- ▶ un outil pour reconstruire la confiance entre le citoyen et l'État,
- ▶ un levier pour améliorer la qualité des services publics,
- ▶ un moyen de réduire la corruption par la mise à disposition de l'information.

Il repose sur quatre piliers interdépendants :

 <p>Transparence</p> <p>Publication des données publiques et facilitation de l'accès à l'information</p>	 <p>Participation</p> <p>Intégration du citoyen dans l'élaboration des politiques via des plateformes numériques</p>	 <p>Redevabilité</p> <p>Renforcement du contrôle institutionnel et articulation de la responsabilité</p>	 <p>Numérisation</p> <p>Transformation des services administratifs en formats numériques</p>
--	--	--	--

Cette transformation reflète le passage de l'État d'une logique de « gestion verticale » à une « gouvernance participative ».

VII. Dynamique régionale et leadership africain

Le programme PAGOF a démontré que les réformes de gouvernement ouvert peuvent se traduire en résultats institutionnels concrets et générer une dynamique régionale fondée sur la coopération entre États — ouvrant ainsi la voie à l'émergence d'un leadership africain capable de peser dans le débat international sur la gouvernance.

Cette dynamique a permis l'émergence d'initiatives africaines prometteuses :

- ▶ Des réseaux de parlements ouverts
- ▶ Des programmes de coopération décentralisée entre collectivités territoriales
- ▶ Des initiatives régionales en matière de lutte contre la corruption, de transparence et de gouvernance numérique

Ces initiatives ont contribué au passage du partage d'expériences à la construction de modèles de réforme pionniers, capables de s'adapter aux contextes nationaux — ce qui reflète la disposition du continent à s'inscrire dans un rôle de leadership régional et international.



Cette dynamique a également produit un effet multiplicateur sur l'ensemble des composantes de l'État, touchant les administrations centrales, les collectivités territoriales, les parlements, les institutions indépendantes et les établissements de formation — ce qui renforce le caractère intégré et durable du gouvernement ouvert.

VIII. Résultats du programme PAGOF

Le programme a permis d'atteindre des résultats concrets, notamment le renforcement des réformes institutionnelles, l'élargissement de la participation, l'instauration de nouveaux mécanismes de gouvernance, ainsi que le soutien à l'émergence d'un leadership africain en matière de gouvernement ouvert.

Il a également contribué à la création d'un espace régional de coopération, au renforcement des capacités des acteurs et au développement d'initiatives reproductibles et généralisables — ce qui place cette dynamique dans une phase de maturité qui la prépare à passer à un niveau d'impact supérieur.

IX. Paroles et perspectives

« Le gouvernement ouvert n'est plus un choix de réforme — c'est une nécessité pour garantir la stabilité des sociétés. »

« L'Afrique ne cherche pas des modèles tout faits — elle construit son propre modèle de gouvernance. »

« La numérisation n'est pas une fin en soi, mais un moyen de reconstruire la relation entre l'administration et le citoyen. »

« En Afrique aujourd'hui, la question n'est plus : faut-il s'ouvrir ? Mais : comment et à quelle vitesse ? »

« La transparence n'est plus un slogan politique — c'est un critère de légitimité des institutions. »

« L'avenir n'appartiendra pas aux administrations les plus puissantes, mais aux plus ouvertes. »

Ces Assises constituent une étape charnière dans le processus de consolidation du gouvernement ouvert en Afrique.

Du discours à l'impact concret — de l'engagement politique à la mise en œuvre effective.

Vers une Afrique plus transparente, inclusive et innovante.